

CONVENTION
entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg
et l'association sans but lucratif
« Fundamental »

Entre les soussignés :

l'État du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par sa ministre de la Culture,
désigné ci-après par « l'État »

et

l'association sans but lucratif « **Fundamental** » représentée par son président, désignée ci-après
« l'association »

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Fundamental est une association sans but lucratif créée le 12 août 2009 par Steve Karier avec pour objectif l'organisation annuelle au Luxembourg d'un festival annuel international dédié aux performances solo toutes disciplines confondues, le Fundamental Monodrama Festival.

Le siège social de Fundamental se trouve à 49, rue N.S. Pierret, L-2335 Luxembourg. Le numéro d'immatriculation de l'association auprès du Registre de Commerce et des Sociétés est le suivant : F8024. Depuis 2010, l'association est membre de l'International Monodrama Forum.

La première édition du Fundamental Monodrama Festival voit le jour en 2010. Il se tient depuis lors chaque année au mois de juin. Le festival, international, s'implique dans la création politiquement engagée. Il offre aussi depuis 2011, par le biais de la Journée jeune création monodramatique devenue *MonoLabo*, une plateforme pour jeunes artistes luxembourgeois et immigrés émergents. Il met encore un accent sur les créations africaines ainsi que des spectacles issus de pays frappés par des situations de guerre.

Depuis 2009, Fundamental asbl se donne pour autre mission de créer, produire et promouvoir des pièces de théâtre en partenariat avec des institutions culturelles luxembourgeoises et étrangères.

En 2013, le Fundamental Monodrama Festival a lancé le projet pilote intitulé *My Brother, My Sister*. Des jeunes à la recherche d'un emploi, entourés de comédiens, danseurs et chanteurs, ont acquis de nouvelles compétences – présence dans l'espace, expression verbale et corporelle, communication, création de récits, gestion de conflits et confiance en soi - et en ont fait la démonstration devant le public. Ce projet s'est pérennisé en *Act ! Jeunes*, un enseignement modulable axé sur l'apprentissage des compétences sociales pour lutter contre le chômage des jeunes. Parallèlement ont été développés *Act ! Seniors* – pour pallier l'isolement propre à la vieillesse, resocialiser les personnes âgées, réactiver leurs souvenirs et intellect et les ancrer dans le présent - et *Act ! Pros* – du coaching pour tous.

Dès sa deuxième édition, le Fundamental Monodrama Festival a invité l'Afrique au Luxembourg. L'un des monodrames programmés en 2011 venait du Niger. Intitulé *Tiens bon, Bonkano*, interprété par Aboubacari Oumarou et écrit et mis en scène par Alfred Dogbé, le directeur artistique de la (toute jeune) Compagnie Arène Théâtre, dont l'ambition était de déployer une activité diversifiée et dynamique pour fournir à ses membres du travail régulier, des revenus équitables, une protection sociale, ainsi qu'une formation professionnelle. Alfred Dogbé décède un an plus tard, mais Arène Théâtre vit toujours sous la direction d'Aboubacari Oumarou qui n'a de cesse d'en développer les activités. Fundamental asbl a décidé d'unir ses efforts à ceux d'Arène Théâtre et de donner naissance, en collaboration avec Diane Heirend architecture & urbanisme, au Centre Alfred Dogbé, un centre culturel et socio-éducatif dans la capitale du Niger, Niamey.

Article 1.- *Durée de la convention*

La présente convention sort ses effets le jour de sa signature par les parties contractantes et vient à échéance le 31 décembre de l'année de sa signature.

Sauf résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par l'une ou par l'autre des parties contractantes au moins deux mois avant l'échéance de la présente convention, celle-ci est tacitement reconduite aux mêmes conditions pour une nouvelle année.

Article 2.- *Missions de l'association*

L'association s'engage à remplir les missions suivantes :

- a) pratiquer et développer l'art dramatique au Luxembourg par la réalisation de son projet artistique ;
- b) organiser annuellement un festival dédié au monodrame ;
- c) offrir une plateforme pour jeunes artistes luxembourgeois et immigrants émergents pour encourager la création nationale de spectacles légers de niveau distribuable internationalement ;

- d) créer, produire et promouvoir des pièces de théâtre en partenariat avec des structures culturelles luxembourgeoises et étrangères ;
- e) développer sa plateforme de distribution transfrontalière ;
- f) favoriser la rencontre entre artistes et public ;
- g) enseigner les métiers de la scène en général et plus particulièrement améliorer les compétences personnelles et sociales d'élèves par les moyens propres au théâtre ;
- h) promouvoir et organiser les transferts de connaissances entre le Luxembourg et des pays en voie de développement.

Article 3.- *Liberté d'expression artistique et d'association*

Aucune des stipulations de la présente convention ne saurait être interprétée comme portant atteinte à la liberté d'expression artistique ainsi qu'à la liberté d'association.

Article 4.- *Participation financière de l'État*

La participation financière de l'État, telle que définie au présent article, est accordée pour financer l'exécution des missions telles que définies à l'article 2 de la présente convention et doit être utilisée par l'association à ces mêmes fins.

Sur base du budget prévisionnel définitif, élaboré par l'association conformément à l'article 6, l'État accorde à l'association une participation financière d'un montant de 20.000.-euros, dans la limite des moyens budgétaires disponibles et autorisés par la Chambre des Députés. Ce montant est établi sur base de la valeur 814,40 de la cote d'application de l'échelle mobile des salaires et varie en fonction de l'évolution de celle-ci. L'échéance d'une tranche indiciaire pendant l'exercice budgétaire en cours entraînera un ajustement correspondant de la participation financière pour l'exercice à venir.

Toute participation par des départements ministériels autres que celui de la Culture ou par une autre instance aux frais générés dans le chef de l'association et dans l'exécution des missions définies à l'article 2 de la présente convention doit être signalée sans délai au ministère de la Culture et doit être repris au bilan financier prévu à l'article 6.

Article 5.- *Modalités de liquidation de la participation financière de l'État*

La participation de l'État est liquidée en deux tranches :

- une première tranche correspondant à 90 % de la participation financière de l'État est versée à l'association pour le 31 mars de l'exercice en cours (« N ») au plus tard ;
- une deuxième tranche correspondant au solde (10 % de la participation financière de l'Etat) est versée après communication du bilan financier de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale et signé par le/la président(e) et du rapport d'activités de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale et signé par le/la président(e).

L'excédent disponible à la fin de l'exercice est reporté à l'exercice suivant.

Article 6.- Documents à communiquer par l'association à l'État

L'association communique à l'État les documents suivants:

pour le 31 mars de l'exercice en cours (« N ») :

le budget prévisionnel pour l'exercice suivant (« N+1 ») approuvé par le conseil d'administration et signé par le/la président(e). Ce dernier doit renseigner de façon précise et détaillée la nature des frais encourus par l'association du fait de l'exécution des missions décrites à l'article 2 de la présente convention ainsi que l'ensemble des recettes y compris celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 4 de la présente convention ;

pour le 30 avril de l'exercice en cours (« N ») :

- a) le bilan financier de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale et signé par le/la président(e) ;
- b) le rapport d'activités de l'exercice précédant (« N-1 ») tel qu'approuvé par l'assemblée générale et signé par le/la président(e). Le rapport d'activités doit comporter les renseignements suivants sur l'année écoulée: la description des activités de l'association, les changements survenus (changement de statuts, changement dans le conseil d'administration, etc.), la liste des membres du conseil d'administration, la liste des agents employés et le(s) poste(s)/fonction(s) qu'ils occupent, le nombre de bénévoles qui agissent au sein de l'association et le nombre d'heures que leur travail représente, les affiliations à d'autres organisations similaires et/ou complémentaires, luxembourgeoises ou étrangères, et toute autre information pertinente.

pour le 15 décembre de l'exercice en cours (« N ») :

le budget prévisionnel définitif pour l'exercice suivant (« N+1 ») tel qu'approuvé par le conseil d'administration et signé par le/la président(e) tenant compte des recommandations éventuelles de l'État.

Les documents repris ci-avant doivent être complets et exacts, et envoyés en un exemplaire sous format papier à l'adresse du ministère de la Culture avec une copie sous format pdf à l'adresse électronique convention@mc.etat.lu.

Les parties contractantes conviennent de se réunir au moins une fois par an afin d'échanger sur le bilan, le rapport d'activités et les perspectives d'évolution de l'association.

Article 7.- *Comptabilité de l'association*

L'association tient une comptabilité reprenant toutes les dépenses et toutes les recettes relatives à l'exécution de ses missions spécifiées à l'article 2 de la présente convention conformément aux dispositions du plan comptable normalisé.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Article 8.- *Contrôle de l'emploi de la participation financière*

L'État se réserve le droit de procéder à un contrôle de l'emploi de la participation financière accordée à l'association.

Les agents du ministère de la Culture peuvent demander tous les documents comptables et autres pièces justificatives qu'ils jugent indispensables au contrôle de l'emploi de la participation financière.

Article 9.- *Restitution de la participation financière à l'État*

La participation financière accordée par l'État au titre d'un exercice doit être restituée intégralement ou en partie à la demande de ce dernier dans le cas où :

- a) les déclarations ou informations fournies par l'association se révèlent être inexactes ou incomplètes ;
- b) la participation financière n'est pas utilisée par l'association au financement de l'exécution des missions telles que définies à l'article 2 de la présente convention.

Article 10.- *Obligation d'information*

Chaque partie s'engage à signaler, dans les plus brefs délais, toute modification ou information pertinente concernant l'application de la présente convention.

Article 11.- Utilisation du logo

L'association s'engage à mentionner sur ses supports de promotion, le texte suivant : « conventionné avec le ministère de la Culture » accompagné du logo du ministère de la Culture.

Article 12.- Archives

Afin d'assurer la gestion et la conservation de ses archives en bonne et due forme, l'association s'engage à :

- a) adopter et appliquer un tableau de tri de ses archives sur base du modèle de tableau de tri fourni par les Archives nationales. L'association finalise ce tableau de tri en coopération avec les Archives nationales et un institut culturel défini par la loi de 2004 auquel le secteur d'activités de l'association est rattaché ;
- b) inventorier, ne fût-ce que sommairement, les archives conformément au tableau de tri et dans le respect de la législation actuelle en vigueur ;
- c) conserver les archives dans un lieu approprié à cet effet afin d'assurer la pérennité, l'authenticité, l'intégrité et la lisibilité des informations ;
- d) déposer ou céder, moyennant la conclusion d'un contrat, les archives d'intérêt historique, scientifique, culturel, économique ou sociétal à un institut culturel défini par la loi de 2004 auquel le secteur d'activités de l'association est rattaché ou, à défaut de tout transfert, garantir la communication de ces archives aux chercheurs, conformément aux dispositions prévues à cet effet dans la loi du 17 août 2018 sur l'archivage.

Article 13.- Modification de la convention

Des propositions de modification de la présente convention peuvent être présentées par l'association respectivement l'État au plus tard 6 mois avant l'échéance de la présente convention.

Article 14.- Résiliation prématurée de la convention

En cas de violation de l'une quelconque des présentes stipulations conventionnelles par une des parties à la convention, la partie non-défaillante est en droit de résilier la présente convention. Pour cela cette dernière somme préalablement par lettre recommandée la partie défaillante de se conformer aux stipulations conventionnelles concernées. La sommation doit obligatoirement contenir un délai. En cas de défaut de se conformer dans le délai imparti la partie non défaillante peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 24 JUIL. 2019

Pour l'association

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized initial 'P' followed by a horizontal line and a small flourish.

Président

Pour l'État du Grand-Duché de Luxembourg,

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, elegant loop at the top and a horizontal line below it.

Ministre de la Culture